ANTIPRESSE

Observe • Analyse • Intervient

Pédophilie sur grand écran

Militarisme & Féminisme

Démembrer la Russie?

Virginie et le Léviathan (2)

N° 399 | 23.7.2023

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

L'homme qui ne rit plus

La pédophilie est à la mode, la pédophilophobie encore davantage. Elle est le moteur du phénomène cinématographique de cet été 2023. Mais de quoi ce film nous parle-t-il exactement? Et que pouvons-nous en faire?

Le fébrile régime français, qui craint l'ombre de son ombre, ne pouvait faire meilleure publicité au *Bruit de la liberté*(1) qu'en interdisant sa diffusion. Cette validation par la censure vient s'ajouter à tout le spectre de recommandations antinomiques qui a fini par assurer à cette production «incorrecte» un *guérilla marketing* dévastateur.

Sorti aux États-Unis le 4 juillet, le même jour que la suite d'*Indiana Jones*, le film sur le sauvetage d'enfants esclaves a dépassé au *box-office* le poids lourd de Disney. Intelligemment, les producteurs entretiennent la demande en limitant la distribution aux salles de cinéma. Pas de vidéo à la carte. Pour voir *Le Bruit de la liberté* (BdL), il faut sortir de chez soi et se mêler à la foule de ceux qui pensent comme vous. Les ermites de la consommation *online* redécouvrent la communion charnelle des causes communes et des salles obscures. On ne vantera jamais assez l'efficacité de l'entraînement de masse.

En Europe, pour le moment, nous n'avons d'autre choix pour voir ce prodige que de le dénicher sur les sites de streaming, dans une qualité médiocre et sans doublage. Cela encore ne fait qu'accroître le *glamour*.

Cet engouement m'a intrigué. Je me suis donc arrangé pour y aller voir. Afin de compléter le tableau, j'ai aussi écouté le long entretien que le Dr

Jordan Peterson, enthousiaste, a mené avec les deux principaux protagonistes: l'enquêteur-sauveur d'enfants Tim Ballard et son double cinématographique, l'acteur Jim Caviezel (rendu célèbre — et converti au passage — par son rôle-titre dans *La Passion du Christ*, de Mel Gibson).

LA VIEILLE LAIDEUR HUMAINE

La meilleure manière de vendre un produit à notre époque est de lui accoler une aura d'exclusivité. Enfin, le cinéma de grand public s'attaque au trafic d'enfants! Inouï! Vraiment? Un survol de la production — fiction ou documentaire — montre que le filon, loin d'être marginal, est au contraire couramment exploité. A-t-on déjà oublié que *Je suis toujours là (I Am Still Here)* de Mischa Marcus a raflé en 2017 une série de distinctions, dont le grand prix du festival de Nice? — Et l'on pourrait ajouter que l'histoire, vue par les yeux de la petite victime et non du sauveur, est autrement plus poignante! Il n'en reste pas moins qu'on ne s'accoutume jamais vraiment à la torture des enfants. Les âmes pures en seront toujours bouleversées. Si *La Nuit du chasseur* est l'un des chefs-d'œuvre du cinéma d'épouvante, c'est à cause de l'ombre maléfique qui s'y projette sur deux têtes innocentes.

Quant à l'enlèvement d'enfants, c'est une terreur constante des familles depuis la nuit des temps. Dans *L'Homme qui rit*, son chef-d'œuvre oublié — peut-être à cause de ce malaise qu'inspire la maltraitance enfantine —, Victor Hugo en tire une épopée hantée par la hideuse besogne des *comprachicos*, ces trafiquants d'enfants qui «font partie de la vieille laideur humaine». Le héros du roman, Gwynplaine, est un «Joker» avant l'heure. Son visage de clown affiche un affreux sourire, un sourire éternel, car gravé dans sa chair même, au couteau, par élargissement de la bouche. L'homme qui rit a été fait tel pour l'amusement des puissants, «pour rire». Victor devait se douter que les petits esclaves étaient destinés aussi à d'autres divertissements, mais sa pudeur lui interdisait d'en parler — et même, peut-être, de se l'avouer. Pour lui et pour ses lecteurs, la mutilation délibérée des enfants pour susciter la pitié ou le rire était déjà le comble de l'horreur. Depuis, le ballon troué de la modernité est descendu de plusieurs cercles vers le cœur de l'enfer.

Dans les Balkans de mon enfance, on croisait des ribambelles d'enfants gitans estropiés. Leurs propres parents, ou ceux qui en tenaient lieu, les mutilaient à des fins de mendicité. La mutilation même était parfois monnayée, par exemple en guettant les voitures étrangères dans un virage serré et en jetant le gosse sous les roues. Le touriste payait n'importe quel prix pour ne pas être dénoncé. Le plus souvent, le petit malheureux survivait. Sinon, on le remplaçait. La rechange de manquait pas. C'était, hélas, monnaie courante.

Le Bruit de la liberté n'expose pas son public, que l'on se rassure, à de telles atrocités. A vrai dire, on n'en voit guère. Quelques secondes durant, on devine que des scènes insoutenables, saisies sur l'ordinateur d'un gros

dégueulasse, se reflètent dans l'œil de l'enquêteur. Une larme s'en échappe. Voilà tout. *Le Bruit de la liberté* est infiniment moins strident que le *Silence des Agneaux*. Le reste est action — et l'action rassure. Or l'action hollywoodienne échappe rarement aux clichés. Le sujet choc mis à part, *BdL* est un navet à voir en famille. L'expérience en salle est sans doute bien plus électrisante, beaucoup rapportent avoir pleuré et les larmes sont contagieuses. Toute la communication organisée autour du film s'appuie d'ailleurs sur une charge émotionnelle insistante, même selon les standards américains.

L'ayant vu seul et de tête froide, j'ai été frappé par les longueurs inutiles, la pauvreté du jeu de Caviezel, dont l'expression en permanence tétanisée passe à la longue pour un masque et dont les rares sourires respirent la contrainte, l'invraisemblance de la dernière partie, située dans un camp de guérilleros en Amazonie, où soudain le récit réaliste bascule dans l'épopée du superhéros. L'irruption de cette vieille tentation hollywoodienne jette comme un discrédit sur tout ce qui précède, alors même que l'essentiel est inspiré de faits réels. Une autre lacune, ou plutôt une zone aveugle du scénario, m'a encore davantage frappé, mais j'y reviendrai plus loin.

EN TERRAIN MINÉ

Je n'éventerai pas trop la trame en rappelant que ce film est basé pour l'essentiel sur une enquête de Tim Ballard remontant à 2014, époque où celui-ci est encore un agent de l'État américain. Il s'agissait de tendre un piège à des *comprachicos* colombiens en organisant une fausse orgie sur une île rappelant d'ailleurs le paradis d'Epstein. Officiellement, l'opération a permis de coffrer sept trafiquants et de libérer neuf enfants. En 2014, Ballard fut salué comme un héros par les médias de grand chemin. Pourquoi les mêmes se taisent-ils aujourd'hui au sujet du film qu'il a inspiré, ou essaient-ils de le discréditer?

Certes, depuis 2014, il s'est passé deux événements capitaux: l'élection de Trump en 2016 puis l'arrestation et la mort en 2019 du proxénète milliardaire Jeffrey Epstein. Les trumpiens ont fait de la pédophilie un de leurs chevaux de bataille. Depuis les affaires Podesta-Clinton et jusqu'au *laptop* de Hunter Biden (dont le contenu vicelard vient d'être exhibé cette semaine en commission parlementaire), le soupçon de complaisance pédophile colle aux basques du camp démocrate. Il donne lieu à des extrapolations hallucinées dont se repaît le mouvement QAnon - dont la nature elle-même est sujette à discussion. (Or les élections 2024 se rapprochent et Caviezel fait ardemment campagne pour Trump, qu'il qualifie de «nouveau Moïse»!)

La mort en cellule du maître chanteur Epstein n'a pas contribué à calmer les rumeurs. L'homme avait bâti un système d'influence, ou de chantage, que la justice américaine semble très peu pressée d'exposer. La condamnation subséquente de sa mère maquerelle, Ghislaine Maxwell, pour proxénétisme, n'a fait qu'égratigner ce bloc d'abîme en ne le rendant que plus

suspect, puisque les *clients* de la fournisseuse n'ont jamais été inquiétés.

- **Notule.** On lira avec intérêt, et incrédulité, l'enquête de Dylan Howard, *L'Affaire Epstein: espionnage, prostitution, esclavage, mensonges, chantages*, dont l'éditeur a eu la bonne idée de résumer les conclusions sur la page de couverture: *La vie scandaleuse de l'ami des ultra-riches qui les a tous trahis en les filmant pendant leurs ébats pour le compte du FBI et du Mossad.*

Entre 2014 et aujourd'hui, la traite des enfants est devenue un marqueur politique aux États-Unis. Si les «rouges» soulèvent le sujet, les «bleus» essaieront de l'étouffer par réaction mécanique. Évoquer la pédophilie en milieu démocrate revient à parler de corde dans la maison d'un pendu.

Ce qui est intéressant, pour revenir à nos affaires, c'est de comprendre pourquoi le sujet est encore plus tabou au sein du régime français. Les réseaux omniprésents dénoncés par Jean-Pierre Mocky dans ses *Ballets écarlates* — eux-mêmes inspirés par les ballets roses — craindraient-ils un effet de contagion? Après tout, ils avaient déjà fait le nécessaire pour étouffer le film de Mocky.

QUI PAIE LA MUSIQUE?

Pour la seule raison qu'il terrifie les blattes, beaucoup voient dans BdL l'insecticide définitif. Pour ma part, j'y vois plutôt un sédatif.

Je ne suis pas le seul à le penser. La plupart des sceptiques fondent leur méfiance sur la biographie du «héros» Ballard ou l'identité du principal financier du projet. Je ne trouve pas ces détails décisifs, mais mentionnons-les quand même. Après tout, qui paie l'orchestre choisit la musique.

À la veille de la sortie du film, Ballard vient de quitter — très furtivement et sans l'annoncer nulle part, ce qui est curieux — la fondation «Underground Railroad» qu'il avait lui-même créée pour financer ses opérations de sauvetage, dont certains contestent l'ampleur — et qui était jusqu'il y a peu sous enquête par la justice américaine. Avant cela, il était agent du Département de la sécurité intérieure. Avant cela encore, il travaillait à la CIA au temps de la «guerre contre le terrorisme» dont nous savons aujourd'hui qu'elle était un paravent pour des crimes de masse, frappant notamment des millions d'enfants. Ballard n'y a rien trouvé à redire.

Selon sa biographie et le film, Ballard, lâché par ses supérieurs, a démissionné de son poste à quelques mois de la retraite afin continuer de traquer les réseaux. Dans le film, il décide d'aller sauver une fillette au péril de sa vie — au risque, donc, de laisser six orphelins à cause d'une seule enfant qui n'est pas la sienne. Le dévouement confine à l'inconscience, mais Ballard affirme que sa femme l'a encouragé dans cette entreprise téméraire. «Je compromettrais mon propre salut si je t'empêchais d'accomplir ta mission», lui déclare-t-elle avec une véritable foi de martyre. Cette réplique n'est pas tirée du film, où le pathos pourtant ne manque pas, mais de l'entretien de Ballard avec Jordan Peter-

son. Cela paraît totalement kitsch à un Européen du XXe siècle, mais nous ne saisissons pas toujours l'ardeur religieuse très littérale des Américains, en particulier quand ils sont mormons!

Relevons que Ballard dirige également un fonds d'aide aux chrétiens d'Orient. Curieux lorsqu'on sait que son propre ex-employeur, l'État américain, est largement responsable, par son soutien aux islamistes les plus fanatiques de la région depuis plus de trente ans, de la persécution et de l'extermination des mêmes chrétiens. Or Ballard n'a jamais rompu avec l'establishment. Il siège aujourd'hui encore à la tête de l'*Afghanistan World Foundation*, une discrète émanation du *Deep State* patronnée entre autres par Henry Kissinger. Belle compagnie. Tout ceci ne retrace pas nécessairement le parcours d'un escroc ni d'un espion, comme certains voudraient le faire croire, mais d'un funambule, certainement. Les funambules mettent-ils leur peau et la vie de leurs six enfants au bout de leurs serments?

On note encore que le gros du financement est venu de la famille de Carlos Slim. Slim est l'oligarque le plus riche du Mexique et septième fortune au monde. Pour arriver à ce titre, il faut presque inévitablement avoir été à table avec des «clients» potentiels de Tim Ballard. Slim est aussi le premier actionnaire du *New York Times* et un ami et soutien du clan Clinton. Encore une fois, on est au cœur du système, non dans les maquis. Slim «pèse» un vingtième du PIB du Mexique et son empire est au centre de la «mafia du pouvoir» que combat López Obrador, le très populaire président mexicain. Tout ceci n'empêche bien entendu pas le milliardaire, lui ou ses proches, de financer BdL sans malice. La piété et le *negocio*, en Amérique latine, sont les deux faces d'une même médaille. On y connaît encore le commerce des *indulgences* et les plus belles églises sont bâties par des barons de la drogue. Aujourd'hui encore, en Colombie, Pablo Escobar passe pour un bienfaiteur du peuple. Et il l'a été, peut-être même de bonne foi. Mais bon. Une levée de fonds par *crowdfunding* eût quand même été un meilleur gage d'indépendance, pour un projet de ce genre.

Je n'énumère pas toutes ces choses pour compromettre le film. Je les cite pour les amener au bon niveau de disponibilité mentale(2) et dissiper l'effet d'entraînement qui n'est *jamais* bon pour la réflexion, même — et surtout — quand la cause nous paraît au-dessus de tout soupçon.

OÙ SONT LES MÈRES?

J'en viens — enfin — à ce qui cloche vraiment dans ce film. La question de la pédophilie s'y ramène à un réseau de *comprachicos* sud-américains prostituant des enfants à de vieux vicelards américains. Or les producteurs eux-mêmes soulignent qu'il s'agit de l'industrie qui connaît la plus forte expansion dans le monde actuel. La problématique va donc bien au-delà de ce modèle qui ne s'écarte pas vraiment de ce qu'on rencontre chez Victor Hugo. C'est comme si, à l'heure où le fentanyl, la scopolamine, la méthadone et la cocaïne déferlent en cascade,

on vous vendait comme réquisitoire ultime contre le trafic de drogue un film sur les guerres de l'opium.

Dans leur interview chez Peterson, Ballard et Caviezel vont au-delà, montrant qu'ils connaissent les réalités que leur film laisse dans l'ombre. Ballard évoque le meurtre rituel d'enfants, le trafic d'organes et les rites sataniques, mais pour aussitôt les confiner à l'aire africaine. Il connaît les lignes rouges. Dans son film, les trafiquants, *c'est les autres*, le tiers-monde. Alors que les *comprachicos* du XXIe siècle sont tout près de chez vous. Mocky, lui, l'avait compris et avait eu le courage de le dénoncer. Les statistiques d'enfants disparus dans nos pays, quand elles existent, sont affolantes. Le trafic d'enfants dans les pays dits développés est d'autant plus hideux qu'il n'a pas l'excuse de la faim ou de la nécessité. Son intrication avec les structures de pouvoir et le chantage politique est bien *le* réel sujet tabou que ni l'affaire Dutroux, ni le drame d'Outreau(3), ni la mort d'Epstein n'ont pu ébranler.

Mais ce n'est encore pas tout. Le contraste entre la publicité faite à BdL et le silence qui entoure au même moment les initiatives réelles, non cinématographiques, visant à combattre la pédophilie au quotidien, a quelque chose d'amèrement ironique. J'en veux pour exemple le colloque organisé en mai dernier par Ariane Bilheran sur la sexualisation institutionnelle des enfants(4), que même les médias d'«opposition» ont passé sous silence. Cette inconscience rappelle l'engouement suscité en 2010 par la brochure best-seller de Stéphane Hessel, *Indignez-vous!*. On pouvait prédire à coup sûr qu'une «indignation» aussi superficielle aboutirait à son exact contraire, l'indifférence et la crédulité. Pile! La nation qui a porté aux nues le message libertaire d'*Indignez-vous!* est celle-là même qui, dix ans plus tard, s'est docilement pliée à l'esclavage domiciliaire le plus grotesque, en veillant à ce que personne n'y coupe.

Ce n'est pas la «vieille laideur humaine» montant des bas-fonds de la société qui est la maladie du temps, mais celle qui vient d'en haut. Le problème, ce n'est pas que la pédophilie fasse vivre un milieu interlope à Bogota ou à Dakar, c'est qu'elle soit légalisée par les programmes de l'ONU et de l'OMS, en même temps que la tutelle sur les enfants est inexorablement transférée de la famille vers l'État. Le mal est en passe de devenir systémique.

Ce n'est pas, quoi qu'on en dise, au cinéma américain de nous «révéler» une réalité qui frappe déjà à notre porte. Et si ce film, si pieuses que soient les intentions de ses producteurs, comporte le risque d'un effet pervers, ce n'est pas celui de nous faire accepter le puçage des enfants. C'est de nous donner la bonne conscience d'avoir *accompli un acte héroïque* quand nous n'avons fait que payer un billet pour *entrevoir* un fragment pâli et suranné d'une horreur irregardable.

Enfin, les petites victimes, dans *Le Bruit de la liberté*, n'ont pas de mère. D'un bout à l'autre, à commencer par l'affiche, ce film est une affaire d'hommes barbus ou mal rasés. C'est le père des deux enfants enlevés qui les

cherche et qui vient les récupérer, la mère reste invisible. Même la femme du héros enquêteur, dont le rôle fut crucial selon Ballard dans la vie réelle, ne fait que de la figuration dans le récit. Le seul rôle féminin vivant est celui de «Cruella», l'ex-reine de beauté qui séduit les enfants avant de les livrer aux passeurs. *Il n'y a aucune mère de victime dans ce film sur la détresse des enfants!* C'est abyssal, quand on y pense.

Le *Bruit de la Liberté* est du *grand écran* dans les deux sens du terme. Le film d'action mettant en scène une problématique réduite à sa part la plus présentable occupe toute la scène et voile tout le reste du paysage. La traite des enfants est, je le répète, une réalité irregardable. Communier à ce spectacle dosé «toutes audiences», c'est se décharger de la tâche morale de l'affronter dans la vie réelle. Je soutiens le pari qu'il ne changera rigoureusement rien à la pédocriminalité dans le monde occidental. Cela ressemble à une diversion de plus proposée au public, méthode couramment utilisée dans les manipulations de masse lorsque des signes d'éveil et de prise de conscience sont observés dans la population. On n'a jamais pris d'assaut les forteresses avec des berceuses.

CODA

J'ai fait dans ma vie la même expérience que celle de Ballard/Caviezel dont la rétine ne pourra plus effacer les images qui s'y sont gravées. Au temps où je travaillais à L'Age d'Homme, la profileuse et victimologue Carine Hutsebaut était venue nous proposer une enquête ambitieuse sur les réseaux pédophiles en Europe. Son équipe avait réussi à soustraire un CD de photos chez un satrape européen. J'étais un peu sceptique; pour me convaincre, elle a ouvert ce CD et a commencé à faire défiler les clichés. Je l'ai priée d'arrêter au bout de la troisième ou quatrième image. J'avais vu l'enfer, et je n'avais pas l'alibi de Photoshop ou du *deep fake* à l'époque pour me consoler en me disant que c'était fabriqué.

Jim Caviezel n'est pas atone seulement dans le film. Il l'est aussi dans ses interviews. Il ne rit jamais, ne rira peut-être jamais plus, et parle au ralenti d'une voix de robot. C'est comme s'il était ailleurs. Il est possible que, comme pour sa figuration du Christ, il ait encore donné tout de lui-même et au-delà. Il est possible qu'il ait exploré un souterrain dont on ne revient pas indemne. Je n'en sais rien, mais la décomposition visible de sa personnalité est le vrai noyau tragique de cette histoire.

NOTES

1. Je veux parler de *Sound of Freedom*, bien entendu. Pourquoi ne traduit-on plus jamais les titres des films anglo-saxons, sinon par une inconsciente servilité linguistique?
2. Voir Slobodan Despot: «Psychose, mode d'emploi (bases psychiques de la covidéologie)», AP264 | 20/12/2020.
3. Sur cette vilaine affaire d'État où des enfants ont été placés sur le banc des accusés, on peut lire «Justice pour les experts d'Outreau», de Marie-Christine Gryson.
4. Voir Ariane Bilheran: «La face cachée du transhumanisme: le totalitarisme sexuel», AP382 | 26/03/2023.

ENFUMAGES par Eric Werner

Du «militarisme éclairé» à la «diplomatie féministe»

Vous voyez un rapport entre militarisme et féminisme, version 2023? Nous, non. En aucun cas. Nous ne saurions faire de tels parallèles. S'il y a des synchronicités, elles sont purement fortuites et il est interdit de les relever.

Dans son édition du 6 juillet, *Courrier international* a reproduit un article fort intéressant traitant des campagnes de communication de l'OTAN en Europe, article publié le 16 mai dernier sur *UnHerd*, un média anglais en ligne(1). L'auteur, Lily Lynch, y relève que cette propagande occupe aujourd'hui tout le terrain: «Presque toutes les oppositions à l'OTAN ont disparu en Europe». Lily Lynch cite en particulier le cas de la Suède et de la Finlande: «Cette stratégie de légitimation (i. e. de l'OTAN) est frappante lorsqu'on observe à quel point les discussions sur l'intégration des pays nordiques ont été limitées et maîtrisées, ne laissant nulle part place à un référendum.» On retiendra ces deux derniers adjectifs: «limitées et maîtrisées». Ils résument bien ce qu'est devenue aujourd'hui la démocratie en Europe. Il y a encore quelques discussions, mais elles sont de plus en plus «limi-

tées et maîtrisées», autrement dit censurées.

Il y a aussi le fait que de plus en plus les gens se rendent compte que de telles discussions ne servent à rien, car de toutes les manières les décisions sont déjà prises. Il n'y a donc rien à en attendre. Il en va de même des référendums, comme on a pu le vérifier en 2005 avec le référendum français sur la constitution européenne. Une majorité avait dit non, mais il ne fut tenu aucun compte de ce résultat. Ladite constitution fut adoptée comme si de rien n'était. On peut certes regretter qu'aucune place n'ait été faite à un référendum en Suède et en Finlande, mais qu'est-ce que cela aurait changé?

Autre point relevé dans l'article: le retournement de la gauche et en particulier des écologistes sur les questions de guerre et de sécurité, avec l'avènement d'une nouvelle forme de militarisme que l'auteur appelle «éclairé» sans, il est vrai, expliquer très bien ce qu'elle entend par là: qu'est-ce qu'un «militarisme éclairé»? À première vue, le militarisme s'accorde mal avec les Lumières. Les Lumières penchent plutôt du côté de la paix que de la guerre. Mais les Lumières sont un concept large. Il y a différentes manières aussi de les interpréter. Les guerres américaines des XXe et XXIe siècles ont toutes été menées au nom de la démocratie, des droits de l'homme, autrement dit des Lumières. En soi, donc, ce n'est pas nouveau. Simplement, avec le temps, les États, éclairés ou non, ont acquis une meilleure maîtrise des techniques de viol des foules par la propagande politique (Serge Tchakhotine). Personnellement, c'est ce que je dirais.

OÙ SONT PASSÉS LES PACIFISTES?

Jusqu'il y a peu, les militaristes étaient de droite et les pacifistes de gauche. Aujourd'hui plus personne n'est pacifiste, pas plus à gauche qu'à droite. Les gens de gauche le sont peut-être encore moins encore que ceux de droite, comme on le voit par exemple avec les Verts allemands ou les socialistes suisses. En 1914, les socialistes allemands jusqu'alors antiguerre devinrent subitement proguerre et votèrent les crédits militaires. En France, symétriquement, ce fut l'union sacrée. On retrouve aujourd'hui les mêmes réflexes. Et que dire des féministes? Lily Lynch cite ainsi les propos d'une actrice de cinéma, Angelina Jolie, expliquant que l'OTAN peut «protéger les femmes des violences sexuelles en temps de guerre». C'est ce que fait l'OTAN, et donc l'OTAN est quelque chose de très bien. L'ac-

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.
Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 202, 1950 Sion, Suisse.
Rédacteur en chef: Slobodan Despot. Direction stratégique: Yulia Baburina.
Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET.
N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.
It's not a balloon, it's an airship! (Monty Python)

trice continue en disant «qu'il y (a) peu de différences entre les travailleurs humanitaires et les soldats de l'OTAN, puisque tous (œuvrent) pour le même objectif: la paix». Ne pas confondre les violences sexuelles avec le viol des foules par la propagande politique.

Il y a tout cet arrière-plan quand on parle de l'actuelle guerre en Ukraine. L'actuelle guerre en Ukraine n'est certes pas une création féministe, mais on ne saurait dire non plus que les féministes n'y tiennent aucune place. On le voit par exemple avec la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, issue des rangs écologistes. Baerbock évoque sa propre action à la tête de la diplomatie allemande en parlant de «diplomatie féministe». «Diplomatie féministe» fait écho à «militarisme éclairé». Citons à nouveau Lily Lynch: «Avec cette nouvelle orientation, également adoptée par la France, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Espagne, le militarisme cosmopolite se pare d'un vernis de faux féminisme et ouvre le domaine de la guerre et de la sécurité aux militants des droits des femmes».

On se demande parfois quel lien il y a entre la guerre en Ukraine et le mouvement Me Too. Il n'y en a naturellement aucun, quelle idée. Les féministes ont pour vocation de «protéger les femmes des violences sexuelles», assurément pas de favoriser l'élargissement à l'est de l'OTAN. Il faudrait être fou et/ou particulièrement mal intentionné pour prétendre le contraire. Quand la féministe Baerbock déclare, comme elle l'a fait en janvier dernier, que «nous sommes en guerre avec la Russie» (certaines traductions sont même plus précises encore: que «nous *menons* une guerre contre la Russie»), elle ne veut bien sûr pas dire qu'elle-même veut la guerre et ne rêve même que de ça. C'est ce que prétendent les hommes blancs de plus de 50 ans, mais leur misogynie systémique les égare. Elle-même, Baerbock, n'est qu'amour et bienveillance, c'est le contraire même d'une belliciste. Elle n'a jamais fait du mal à une mouche. Etc.

On pourrait en dire autant ou même davantage encore de Victoria Nuland, en charge au Département d'État américain des affaires européennes. C'est elle, rappelons-le, qui organisa le coup d'État pro-occidental de Maïdan en 2014, d'où est sortie l'actuelle guerre à l'Est. Les populations occidentales ont bien de la chance d'avoir à leur tête des êtres d'une telle envergure intellectuelle, et surtout morale. Ah, j'oubliais Ursula von der Leyen.

AUCUN LIEN

Bref, on a beau chercher, il n'y a aucun lien entre la guerre en Ukraine, d'un côté, le mouvement Me Too de l'autre, ou si lien il y a, il n'est d'ordre que sociologique. Ce sont les mêmes responsables, issus de la même suprasociété, qui travaillent à l'élargissement à l'est de l'OTAN, d'un côté, et de l'autre s'emploient à «protéger les femmes des violences sexuelles». À partir de

là, il est vrai, on pourrait être tenté de dire que leurs motivations sont les mêmes dans les deux cas. S'ils travaillent, comme ils le font, à l'élargissement à l'est de l'OTAN, c'est pour les mêmes raisons que celles les poussant à «protéger les femmes des violences sexuelles». Il faudrait donc les prendre au sérieux quand ils disent qu'ils défendent la démocratie en Ukraine. Ils la défendent réellement. C'est la stricte vérité. L'Ukraine est réellement aussi une démocratie. Etc. Ou alors l'inverse: s'ils protègent, comme ils le font, les femmes des violences sexuelles, c'est peu ou prou pour les mêmes raisons que celles les poussant à favoriser l'élargissement à l'est de l'OTAN. L'un ou l'autre.

Cela étant, ne me faites pas dire ce que je n'ai jamais dit: à savoir que Me Too serait un mouvement sectaire, sexiste et hégémoniste: mais non, mais non.

Il y a beaucoup de violence aujourd'hui en Occident. Cette violence imprègne tout le champ politique: la politique intérieure comme la politique extérieure. J'irais même plus loin encore. Jamais (contrairement à ce qu'on entend dire parfois) la formule wébérienne sur l'État, détenteur du monopole de la violence physique légitime, n'a été aussi vraie qu'à notre époque: sauf que cette violence a perdu aujourd'hui toute légitimité. Pas un jour ne se passe sans qu'un certain nombre de lois non écrites ne soient violées. Quant aux droits individuels, on le sait, ils sont partout battus en brèche. Parlons donc, si l'on veut, du monopole de la violence physique, mais assurément pas du monopole de la violence physique *légitime*.

D'une manière générale, il n'y a rien désormais que l'État ne s'autorise à faire. On s'interroge parfois sur la postérité du nazisme après 1945, mais il n'y a pas à aller chercher très loin. Quoi de plus normal à ce que des États qui autorisent les opérations transgenres sur des mineurs en viennent, au plan international, à mener des politiques criminelles dont certaines, à l'évidence, conduisent à la guerre nucléaire? C'est le contraire, à vrai dire, qui surprendrait.

NOTE

1. Lily Lynch, «Comment l'Alliance atlantique a séduit la gauche européenne», *Courrier international*, No 1705, pp. 22-23.

LE GRAND JEU par Jean-Marc Bovy

Le démembrement de la Russie

CE CURIEUX PATCHWORK DE DRAPEAUX ET D'IDENTITÉS N'EST PAS UNE VUE D'ARTISTE GÉNÉRÉE SOUS HALLUCINOGÈNES. IL S'AGIT D'UNE OPÉRATION OFFICIELLEMENT SOUTENUE PAR LES THINK TANKS AMÉRICAINS, INSPIRÉE ENTRE AUTRES PAR L'INCONTESTABLE «SUCCÈS» DU DÉMANTÈLEMENT DE LA YOUGOSLAVIE. LES NATIONS NOUVELLES JAILLISSENT COMME DES LAPINS D'UN CHAPEAU: VOILÀ UN EXEMPLE ÉCLATANT DES MIRACLES DU «NATION BUILDING» ANGLO-SAXON.

Tokyo va prochainement accueillir le septième Forum des nations libres de PostRussie (*7th Free Nations PostRussia Forum*). Comme l'affiche sans complexe le site officiel du forum: «41 États indépendants, libres et prospères à la place d'un seul Empire dément, voilà notre but principal».

On aura compris que l'Empire dément — *crazy Empire* dans le texte — s'incarne dans la Fédération de Russie et que l'objectif est bien de le démembrer, sous prétexte de décolonisation. Suit une liste de ces nations,

qui fera saliver les amateurs de toponymie exotique: «Tatarstan, République de l'Oural, Sakha, Bashkortostan, États-Unis de Sibérie, Carélie, Circassie, Ingouchie, République balte, Bouriatie, Fédération du Pacifique, Nogai El, Touva, Tchouvachie, République du Don, Fédération de Tioumen-Iougra, Komi, République de Tver, Altaï, Kouban, Fédération de la Volga, Biarmie, Iriston, République de Novgorod, Smalandie, Fédération de Zalessie, Khakassie, République de Pskov, Koumykie, Laponie, République de Tchernozemie...».

Étrangement, la liste énumère seulement 31 États sur les 41 annoncés. Sont passés sous silence des pions pourtant importants de ce nouveau damier. Ainsi la Tchétchénie et la Kalmoukie qui ont eu l'occasion d'affirmer leur identité mériteraient de figurer en bonne place parmi les nations avides d'indépendance ou d'une plus grande autonomie. Mais comme dans toute succession, il n'y a rien d'étonnant à ce que le partage de la Russie et le nouveau tracé des frontières internationales qui en découlerait ne fasse pas l'unanimité. Au point qu'une bonne partie des nouvelles nations — voire une majorité — préférerait certainement rester au sein de la Fédération plutôt que d'assumer une encombrante et problématique souveraineté.

Malgré ces omissions de taille, il faut admirer l'imagination dont les auteurs de la carte dite de Décolonisation et de Reconstruction de la Russie (ci-dessus) ont fait preuve pour couvrir l'ensemble du territoire de la Fédération et ne pas laisser de tache blanche. Des noms souvent charmeurs comme «Zalessie» ont été trouvés pour désigner la région de Moscou ou «Ingrie» pour celle de Saint-Pétersbourg. Les États-Unis d'Amérique trouvent quant à eux une réincarnation en Sibérie sous une bannière étoilée dont seules les couleurs diffèrent de celles de l'Empire yankee. Il est pour le moins cocasse de constater que la décolonisation s'étend au colonisateur lui-même, puisque la Russie disparaît totalement de la carte, alors que dans le même temps les USA prennent pied en Eurasie sous un drapeau à peine déguisé.

Ce septième forum sur la PostRussie (FRNF), comme les six autres qui l'ont précédé, ne serait-il qu'un bac à sable pour géopolitologues excités qui prennent leurs fantasmes pour la réalité? Hélas non. On est ici une fois de plus en présence d'une opération orchestrée par les *think tanks* étatsuniens pour remplacer l'outil un peu rouillé de la révolution de couleur qui s'est révélé inefficace en Russie. En soi, cette stratégie n'innove en rien, puisque les projets de dépeçage de Mère Russie sont apparus dès la débâcle de l'URSS. Après le décrochage des anciennes républiques ex-soviétiques, qui s'est produit quasiment sans coup férir, l'étape suivante a consisté dans les années 90 à encourager les mouvements d'indépendance au sein même de la Fédération de Russie. L'ours est alors sorti de sa tanière et ce fut la longue et sanglante guerre de Tché-

tchénie (voir «Kadyrov, de père en fils», AP360), dont la Russie est sortie intacte et qui a suspendu pour deux décennies les menées séparatistes.

Au printemps 2022, deux mois après le lancement de l'opération Z en Ukraine, le moment semblait venu de relancer le projet de dissolution de la Russie, suivie d'une reconstruction selon les canons de la démocratie occidentale. L'opération n'était pas désintéressée et visait à affaiblir l'adversaire sur ses arrières en misant sur les mouvements d'opposition séparatistes et irrédentistes internes à la Russie. En l'absence d'une volonté de règlement pacifique, elle fournissait aussi un plan pour la reconfiguration du monde après la victoire sans compromis que l'Ukraine et l'Occident se jurent de remporter sur le camp du Mal.

La première réunion du Forum s'est tenue début mai 2022 à Varsovie. Ce n'est pas un hasard, car la principale cheville ouvrière du FRNF est un universitaire américain d'origine polonaise, Janusz Bugajski. Conseiller de *think tanks* actifs en l'Europe de l'Est, comme la *Jamestown Foundation* et le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS), Bugajski a fait ses armes sur le terrain de la défunte Yougoslavie. Il a été l'un des promoteurs de l'indépendance du Kosovo et ne semble pas regretter les dégâts collatéraux qu'elle a entraînés. Son show télévisé diffusé dans les Balkans, la *New Bugajski Hour*, continue de lui assurer une audience dans les nations qui pensent avoir gagné à la refonte du pays, notamment au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine. Son influence et ses lettres de noblesse ne sont pas étrangères au succès du FRNF dont les sessions se sont multipliées en un an et ont pris un tour officiel, lorsque le Forum a siégé à Bruxelles et reçu l'onction d'organes européens. Dans la foulée, la Commission sur la Sécurité et la Coopération en Europe a aussi porté à son agenda «le besoin de décoloniser la Russie». Bugajski peut donc se sentir investi d'une autorité suffisante pour promouvoir au niveau de la vaste Russie l'expérience radicale de démembrement qu'il estime — contre toute évidence — avoir mise en œuvre avec succès, à une échelle réduite, dans l'ancien empire de Tito.

Autre voix venue de Pologne qui fait écho à l'initiative du FRNF, celle de l'ancien président Lech Walesa, prix Nobel de la Paix, qui exhorte les peuples colonisés par la Russie à s'émanciper, de façon à ramener à 50 millions la population de l'actuelle Fédération qui en compte 140. L'expression «Russie, prison des peuples» forgée du temps des Tsars refait surface.

Plus rares sont les influenceurs du camp occidental qui appellent à la modération et mettent en garde contre les dangers que la fin de la Russie multiethnique et multiconfessionnelle représenterait pour la sécurité dans le monde. L'historienne Marlène Laruelle, enseignante à l'Université George Washington et spécialiste du monde slave, est de ceux-là. À son avis, «toute évolution

positive pour la Russie et ses pays voisins comme l'Ukraine, ainsi que le reste du monde, exigera qu'elle réinvente son fédéralisme de l'intérieur, plutôt qu'elle n'implose». Laruelle estime que «même si leurs doléances sont authentiques, les minorités ethniques de Russie ne demandent pas à faire sécession. Les enquêtes montrent que le patriotisme russien reste fort dans les républiques ethniques. On peut prétendre que ces populations se rallieraient à un mouvement d'indépendance si celui-ci se mettait en branle. Mais il est plus probable qu'une majorité continuerait de voir dans la Russie sa patrie et se contenterait de revendiquer une plus grande autonomie culturelle et politique.»

POST-SCRIPTUM: CORRECTIF

Une erreur s'est glissée dans l'article «Mensonges et Vérités du Grand Jeu» (AP394). La bataille par laquelle l'assaut des Suédois de Charles VII a été repoussé en 1164 est la bataille navale de Ladoga, et non celle de Poltava qui a permis aux Russes d'en découdre avec les Suédois de Charles XII quelques siècles plus tard.

Pain de méninges

L'ART DE LA MUTILATION

Les comprachicos avaient un talent, défigurer, qui les recommandait à la politique. Défigurer vaut mieux que tuer. Il y avait bien le masque de fer, mais c'est un gros moyen. On ne peut peupler l'Europe de masques de fer, tandis que les bateleurs difformes courent les rues sans invraisemblance ; et puis le masque de fer est arrachable, le masque de chair ne l'est pas.

Vous masquer à jamais avec votre propre visage, rien n'est plus ingénieux. Les comprachicos travaillaient l'homme comme les chinois travaillent l'arbre. Ils avaient des secrets, nous l'avons dit. Ils avaient des trucs. Art perdu. Un certain rabougrissement bizarre sortait de leurs mains. C'était ridicule et profond. Ils touchaient à un petit être avec tant d'esprit que le père ne l'eût pas reconnu. Quelquefois ils laissaient la colonne dorsale droite, mais ils refaisaient la face. Ils démarquaient un enfant comme on démarque un mouchoir.

Les produits destinés aux bateleurs avaient les articulations disloquées d'une façon savante. On les eût dit désossés. Cela faisait des gymnastes.

— Victor Hugo, *L'Homme qui rit*

PASSAGER CLANDESTIN

Virginie contre le Léviathan (2/2)

Dans la première partie de cet entretien, Me Virginie de Araújo-Recchia nous livrait les détails de l'invraisemblable perquisition-arrestation dont elle a été la victime en France. Comme si son exemple personnel ne suffisait pas à démontrer la nature totalitaire du régime, elle élargit la perspective au traitement de tous ceux — avocats, opposants, lanceurs d'alerte — qui osent aujourd'hui dénoncer les dérives du «monde occidental putréfié».

DEUXIÈME PARTIE

EN AVRIL 2020, EN PRENANT CONSCIENCE DU VACILLEMENT DE NOTRE DÉMOCRATIE, VOUS AVEZ COMMENCÉ À POSTER DES ALERTES SUR LES RÉSEAUX, CONCERNANT LES MESURES PRISES, QUI VOUS PARAISSAIENT ALLER À L'ENCONTRE DE LA LOGIQUE, DU DROIT ET DE NOTRE DEVOIR PREMIER DE RESPECTER LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE. VOUS AVEZ NOTAMMENT ÉCRIT, EN NOVEMBRE 2020, UN RAPPORT INTITULÉ «RAPPORT DICTATURE 2020, TERRORISME D'ÉTAT, ATTEINTE AUX INTÉRÊTS FONDAMENTAUX ET CRIME CONTRE L'HUMANITÉ»(1). VOUS AVEZ AUSSI DÉPOSÉ DE NOMBREUSES PLAINTES, DONT LA MAJORITÉ N'A PAS ABOUTI ET A ÉTÉ CLASSÉE SANS SUITE. LES PROCUREURS ET JUGES D'INSTRUCTION SUBISSENT DES PRESSIONS AFIN DE CLASSER LES AFFAIRES. VOUS ÊTES ACTUELLEMENT EN COUR DE CASSATION, POUR QUELLES RAISONS ET EN QUOI VOTRE CAS POURRAIT-IL FAIRE MALHEUREUSEMENT JURISPRUDENCE?

Après la décision non motivée (manifestement entachée d'erreurs de qualification de fait et d'excès de pouvoir), rendue par le président de la chambre d'instruction de la Cour d'appel de Paris, qui a accordé au juge d'instruction la possibilité de saisir certaines pièces sans que cette demande soit elle-même motivée, **nous avons intenté un pourvoi devant la Cour de cassation.** À aucun moment la saisie des documents n'a fait l'objet d'un contrôle ni d'une quelconque motivation sur la base d'un rapport d'expertise, qui a été rédigé à partir d'une recherche par mots clefs, totalement infructueuse du point de vue de la démonstration de la commission de l'infraction recherchée. Ceci n'est d'ailleurs

contesté ni par le juge d'instruction ni par le procureur. J'observe que la dépense liée au coût d'une telle expertise n'est pas négligeable au regard du maigre budget de la Justice. Ce rapport, qui démontre l'absence d'implication dans une quelconque infraction, aurait pu au moins être pris en compte de manière rigoureuse et mettre fin à cette affaire. Dans ces circonstances, je ne pouvais pas me résoudre à admettre la moindre violation du secret professionnel et du secret des correspondances en l'espèce, étant donné les répercussions futures potentielles. **Nous vivons aujourd'hui dans le cadre d'un régime manifestement totalitaire.** Il est donc parfaitement logique que des spécialistes élèvent leurs voix afin de rappeler quels sont les valeurs, les principes, les règles applicables, et que de nombreux Français relèvent les irrégularités, les infractions commises et tentent d'alerter le reste de la population, sachant que les médias grand public font office de modèle de propagande au sein de ce monde occidental putréfié.

Ces alerteurs sont actuellement soumis à tout un panel de processus d'intimidation, dont des procédures judiciaires, des procédures ordinales, de la censure, sinon pire. Les pouvoirs publics ont usé de l'inversion accusatoire afin de les qualifier de dérives sectaires, de terrorisme, pour avoir désinformé la population, ce qui est parfaitement grotesque eu égard à tout ce qui émerge et ce qui était parfaitement connu depuis le départ. Les dossiers que je dépose actuellement pour le démontrer font plus de mille pages, sans compter les autres supports. **Par conséquent, si des avocats, qui ont contesté à un moment ou un autre l'une des mesures prises par les pouvoirs publics depuis 2020, viennent à conseiller un de ces alerteurs, mon affaire démontre qu'ils peuvent tout simplement être considérés, au même titre que leurs clients, comme des opposants au régime, et non plus comme des avocats. Cela diminue très sérieusement la protection juridique des citoyens, en particulier des opposants politiques.**

Il y a désormais une confusion possible entre l'avocat et son client, une assimilation sur la seule base d'opinions qui peuvent partiellement converger, même si l'avocat n'a commis aucune infraction et que le dossier d'enquête n'en apporte pas la preuve. Je précise que je n'ai jamais défendu de criminels, que je sache, et c'est un choix. Néanmoins, en France, le principe selon lequel tout le monde a le droit à une défense doit être respecté. Vous pourrez donc constater que certains avocats célèbres dits «ténors du barreau» sont fréquemment interrogés dans les médias, et que ceux-ci défendent manifestement des criminels avérés, à la suite de décision de justice ou reconnaissance des faits, sans aucune conséquence à leur encontre. De fait, aucun de ces avocats n'a été mis en garde à vue pour suspicion de complicité avec

l'auteur des actes, sous prétexte qu'il s'agissait de son client. Pourtant, il est souvent constaté que l'avocat peut être prêt à tout pour défendre son client, jusqu'à mentir ou tordre la réalité des faits, utiliser tous les moyens d'une procédure, alors qu'il sait parfaitement que son intervention permettra de remettre un criminel en liberté. **Ainsi, étant donné que la qualification de terrorisme est désormais de plus en plus couramment mise en avant, et que les opposants au totalitarisme mondialiste sont considérés de toute façon comme étant des criminels tant au niveau national que d'après les organisations internationales telles que l'OMS, le glissement n'est pas uniquement hypothétique.**

Quelle en sera la résultante? **Les avocats ne souhaiteront vraisemblablement pas prendre le risque de défendre un opposant au régime (ou du moins aux mesures prises), de peur de subir le même sort que le mien.** Il s'agissait d'ailleurs probablement d'un signal adressé à mes confrères, afin que chacun rentre dans le rang, même si les constats sont évidents, et que l'avocat par son métier a toujours participé aux débats d'intérêt public, tout simplement parce qu'il est l'un des mieux placés pour faire l'exégèse des textes.

AVEZ-VOUS REÇU BEAUCOUP DE SOUTIEN ET SINON, À VOTRE AVIS, POURQUOI?

J'ai quelques soutiens de poids en France et de nombreux à l'étranger. En ce qui concerne la profession d'avocat, les confrères se sont très majoritairement abstenus. C'est leur choix, comme j'ai fait le mien. J'ai pu remarquer que certains se sont permis publiquement de remettre en question ma bonne foi et mon intégrité, au mépris du principe fondamental qu'est le respect de la présomption d'innocence, sans avoir eu connaissance des détails du dossier. J'en ai pris bonne note. Seul le Conseil national des barreaux français (CNBF) s'est inquiété très brièvement de cette dérive dans le cadre d'une lettre d'information, au détour d'une phrase que j'ai pu néanmoins relever.

VOUS AVEZ PARTICIPÉ AUX COMMISSIONS D'EXPERTS DE REINER FUELLMICH. POUVEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER VOTRE RÔLE ET QUEL ÉTAIT LE BUT DE CES COMMISSIONS?

J'ai été membre de l'équipe des avocats internationaux (totalement indépendants) en charge de mener les audiences du Grand Jury pour le compte de la Cour d'opinion publique internationale (séances de février/mars 2022). J'ai de nouveau été membre de l'équipe des avocats internationaux (totalement indépendants) en charge de mener les audiences du Grand Jury, pour le compte de la Cour d'opinion publique internationale (séances de mai-juin 2022). Étant donné la

lenteur des procédures diligentées dans chaque État, tant au niveau européen qu'au niveau international, nous avons pu constater qu'aucune d'entre elles n'était adaptée à l'urgence dans laquelle nous nous trouvions. Puisqu'à aucun moment le ministère public ne s'est saisi des dossiers, nous avons décidé de donner la parole aux victimes et aux experts, dans le cadre d'un modèle de procédure que l'on peut rencontrer aux États-Unis. Nous avons toutefois gardé à l'esprit les principes du Droit naturel préexistant aux règles de Droit positif et à l'État. À la suite de ces interventions, nous avons fait part de nos conclusions en Droit et procédé au vote afin de connaître l'opinion publique: elle était en faveur de la recherche des responsabilités. Nous avons ainsi pu rendre publiques des interventions, que nous estimons encore aujourd'hui fondamentales, et qui ont pu être relayées dans plusieurs pays, grâce notamment aux équipes de traduction. Nous espérions ainsi transmettre aux populations et juristes des différents pays les éléments nécessaires afin d'engager des procédures. Nous avons indiqué dès le départ qu'il s'agissait d'un modèle, et non pas d'une procédure en tant que telle devant une instance internationale reconnue par le système en place. Cela rend caduques toutes les accusations dont nous avons fait les frais, disant que nous étions une «opposition contrôlée», car nous ne menions pas des procédures. Dans mon cas, c'est faux, car j'ai mené les procédures, mais dans le cas de cette commission d'enquête, l'objectif clair et affiché était de donner tous les outils et les avis d'experts pour que les citoyens et avocats s'en saisissent au niveau de leur juridiction nationale. Je précise que sur cette participation au grand jury, qui représente des centaines d'heures de travail, j'ai été entièrement bénévole, comme pour la rédaction de mon rapport Dictature et ma participation aux différents colloques pour la protection des droits des citoyens.

Aujourd'hui, mon Confrère Reiner Fuellmich a entamé des discussions avec les chefs du Congrès de Hapu of Nu Tireni en Nouvelle-Zélande lequel, d'après les textes, n'a jamais renoncé à sa souveraineté au profit de la Couronne d'Angleterre. Ce Congrès souhaite désormais réactiver la Cour de Justice qui y est rattachée, étant donné les circonstances et sa légitimité. Il en est de même au Pérou, en Australie, au Canada: cet élan provient de peuples profondément reliés à leurs traditions, à leurs ancêtres, à leurs cultures, à la nature et à la spiritualité. J'espère que les peuples du Vieux Continent suivront cette voie.

✵ Propos recueillis par Ariane Bilheran, normalienne, philosophe, docteur en psychopathologie. https://www.arianebilheran.com. Première partie de l'entretien: AP398.

NOTE

1. En accès libre sur son blog https://dar-avocats.com/actualites/

TURBULENCES

ENQUÊTE · Zelensky, portrait à charge

Scott Ritter, l'ancien agent spécial de la CIA et inspecteur de l'ONU , connu pour sa dénonciation du mythe des armes de destruction massives en Irak, est aussi l'un des commentateurs les plus assidus de la guerre en Ukraine. Depuis le début de l'opération spéciale, il affirme que la Russie avait des raisons légitimes d'intervenir en Ukraine, que l'Ukraine elle-même n'était qu'un outil de l'OTAN — et, d'autre part, que l'OTAN n'avait aucune chance de l'emporter dans cette confrontation. Ritter vient de publier un intéressant documentaire en deux volets intitulé «Agent Zelensky». Dans la première partie (en anglais, ou ici avec de vagues sous-titres français), il décrit l'opulent train de vie de l'acteur, son étonnante ascension politique, mais il y donne également, en homme de métier, des indices convaincants suggérant que le président ukrainien est formellement un agent des services anglo-saxons. Dans la deuxième partie, Ritter énumère les tâches que cet agent était chargé d'accomplir. Parmi celles-ci: interdire le russe, langue maternelle d'une grande partie des ukrainiens; accomplir le schisme entre l'Eglise orthodoxe russe et l'Eglise d'Ukraine; réécrire l'histoire du pays, éradiquer les écrivains, penseurs et autres marqueurs de la culture russe; supprimer les médias indociles et l'opposition politique; transformer l'Ukraine en champ d'expérimentation militaire et biologique; installer des militaires étrangers; légaliser le nazisme. Certaines sections sont mieux documentées que d'autres. Le rapport sur la fortune immobilière de Zelensky est particulièrement impressionnant. Pour les Européens, c'est le bradage des terres agricoles aux multinationales américaines comme BlackRock qui aura les conséquences les plus sérieuses. Il ne s'agit pas tant de profit immédiat, relève Ritter, que d'un levier de contrôle supplémentaire sur les pays d'Europe par la mainmise sur une importante source de nourriture. Le documentaire s'appuie sur quelques témoignages convaincants, dont ceux de Mykola Azarov, ancien premier ministre ukrainien, et d'Eric Denécé, directeur du CF2R.

On peut contester certaines thèses de Ritter, une observation centrale demeure incontestable, car reposant sur les déclarations de l'intéressé lui-même: Zelensky est un menteur cynique et compulsif. Sur tous les sujets, — le statut de la langue, la volonté de paix, la protection des terres fertiles, etc. — le comédien-président a passé son temps à se contredire.

AIDE-MÉMOIRE · Les vérités interdites de la maison Biden

Petit résumé de quelques vérités frontales et factuelles que les «fact-checkeurs» ont présentées comme «théories du complot» sur le clan Biden.

- Hunter est cocaïnomane
- Hunter a payé des prostituées via sa société d'avocats et s'est filmé avec
- certaines étaient mineures
- Hunter a pratiqué massivement l'évasion fiscale et vient de plaider coupable en ce sens
- dans son journal intime, la fille de Joe Biden l'accuse de comportement inapproprié quand elle avait six ans
- Joe Biden était ami personnel et public d'un haut membre du Ku Klux Klan
- Joe Biden a participé au plus grand

programme d'évasion fiscale des USA en tant que Sénateur en poste le plus longtemps dans toute l'histoire du Delaware (le même Joe Biden a fait campagne sur le thème de la «fair share of tax» que devraient payer les riches, mais a attaqué Elon Musk qui est le plus gros contribuable de toute l'histoire, non pas des US, mais de l'Humanité, avec 12 milliards d'impôts sur une seule année)

- Joe Biden a fait pression sur le gouvernement ukrainien pour empêcher une enquête de corruption visant son fils (pour un motif très inférieur on a essayé de faire destituer Trump)
- Joe Biden est complètement sénile aujourd'hui et incapable d'exercer le pouvoir exécutif (comme l'a même confirmé la Reine Camilla)
- le FBI a activement couvert tous ces secrets et les a faits passer pour des «théories du complot» en payant des fact-checkeurs collabos

Moralité: faites davantage confiance à une barquette de sushis périmés dans une station-service de l'Autoroute du Soleil qu'à un fact-checkeur professionnel…

- **Idriss Aberkane**

MARQUE-PAGES · La semaine du 16 au 22 2023

Les incontournables de la semaine sélectionnés par Slobodan Despot

50 ans de discrétion. La commission d'enquête parlementaire sur le rachat du Crédit Suisse, présidée par l'inamovible apparatchiklette Isabelle Chassot, va garder ses dossiers au secret pendant un demi-siècle, apprend-on via Reuters. C'est beaucoup plus que le délai usuel de trente ans. Certains s'en sont inquiétés, comme le professeur Sacha Zala, président de la Société suisse d'histoire, et même certains journaux. Le parlement n'a pas voulu commenter. Il n'y a d'ailleurs rien à commenter, vu les objets de son enquête: «les activités du gouvernement suisse, du régulateur financier et de la banque centrale dans la perspective du rachat d'urgence du Credit Suisse par UBS en mars». On ne pouvait trouver meilleur moyen de reconnaître l'irrégularité de cette opération! Une mise au frais d'au moins un siècle serait plus prudente. Le temps que tous les témoins, et les victimes, soient morts.

Artistes en civil. La CIA plonge ses tentacules dans tous les pays, tous les milieux. C'est une vieille scie des complotistes. Sauf que la voilà confirmée par un média mainstream: la plus grande barbouzerie au monde a même joué les mécènes de l'art contemporain. Cet article de l'*Independent*, s'appuyant sur les confessions de l'ancien officier Donald Jameson, confirme que le projet d'inclure la culture et l'art dans «l'arsenal US pour la guerre froide» était présent depuis la création même de la CIA en 1947. Les expressionnistes abstraits étaient particulièrement choyés. Pourquoi?

> Parce que dans la guerre de propagande avec l'Union soviétique, ce nouveau mouvement artistique pouvait être présenté comme une preuve de la créativité, de la liberté intellectuelle et de la puissance culturelle des États-Unis. L'art russe, enfermé dans le carcan idéologique communiste, ne pouvait pas rivaliser.

On se disait bien que des barbouilleurs comme Pollock, Rothko ou de Kooning n'auraient jamais pu atteindre tout seuls leur cote vertigineuse, même dans une société au goût désespérément corrompu. L'article, très complet et bien écrit, est à déguster en entier!

État d'urgence, vite! Commentant le nouvel attentat sur le pont de Crimée, Alexandre Douguine estime qu'il est temps de renoncer à l'illusion du temps

de paix en Russie et de proclamer l'état d'urgence. Il observe que la Russie fait face à un «régime maniaque» soutenu par l'Occident dans son entreprise obstinée d'assassinat de Russes, essentiellement par des méthodes terroristes. Du côté russe, un peuple allié à l'armée et, de l'autre côté, l'élite libérale qui continuent de contrôler, et bloquer, les rouages du pouvoir. Au-dessus de la mêlée, Poutine, qui «ne peut pas sacrifier le peuple et le front, mais «ne veut pas sacrifier l'élite». Cette politique de l'immobilisme ne fait qu'encourager la guerre terroriste qui ne s'arrêtera jamais d'elle-même. La description que fait Douguine du pouvoir russe ressemble étrangement à la Serbie des années 1990, sous Milošević, qui n'avait pas su, ou osé, exploiter sa supériorité militaire dans les guerres yougoslaves, entretenant une illusion d'une normalité et d'une «voie diplomatique» que le bombardement otanien de 1999 taillera en pièces. (Milošević lui-même tombera peu après et mourra, probablement assassiné, à La Haye.)

Ukraine, un tournant. Le sommet de Vilnius a marqué un crochet dans la stratégie occidentale. Les responsables de l'OTAN semblent avoir compris que la guerre ne pouvait être gagnée par l'Ukraine et se distancient discrètement de leur protégé Zelensky. Nos amis du Courrier des Stratèges ont rassemblé un choix pertinent d'informations et d'analyses sur cette période charnière dans leurs synthèses géopolitiques du 14 et du 19 juillet 2023. On y trouve notamment des informations clefs sur la problématique de l'exportation de céréales. A lire et à conserver!

Questionneur questionné. Ou arroseur arrosé? Le journaliste militant d'extrême gauche Élie Guckert avait adressé un questionnaire à Éric Denécé sous prétexte d'une enquête visant les «ingérences russes en France». En guise de réponse, le directeur du Centre français de recherche sur le renseignement lui a adressé quelques «demandes d'éclaircissement». L'agité de l'anti-complotisme, à l'horizon intellectuel manifestement très bas, a été visiblement échaudé par la démarche. L'OJIM s'est fait l'écho de cette correspondance savoureuse(et qui peut servir d'exemple de réaction face à ces mouches du coche).

La France ou la République? Féroce coup de gueule de Nicolas Bonnal contre la «catastrophe républicaine», à savoir le poison idéologique particulier auquel les Français biberonnent sans le savoir depuis plus de dix générations. Bonnal dénonce la «terreur sèche» (selon Augustin Cochin) d'une caste «littéraire-intellectuelle abstraite» qui tient le pouvoir en France depuis trois cents ans, les hiérarchies d'énarques, l'idée républicaine abstraite et mathématique, la «post-population» débilisée… Sous la fureur polémique, Bonnal propose une érudition rare et insolite, avec d'excellentes suggestions de lecture.

IN MEMORIAM ARNAUD BÉDAT

PAR PATRICK GILLIÉRON LOPRENO